

Organisations ouvrières centrales.—Il existe au Canada 24 groupements d'ouvriers qualifiés d'unions nationales, dont dix-sept combattent ouvertement les syndicats internationaux; certains de ces groupes ont été constitués par des sécessionnistes des syndicats internationaux; tous ensemble ils comptaient au 31 décembre 1927, 48,435 membres, formant 537 loges ou sections. (Tableau 3.)

Organisations indépendantes.—On compte également dans la Puissance 37 associations ouvrières, locales et indépendantes; on sait que 26 d'entre elles groupaient 7,623 membres à la fin de 1927, mais les onze autres n'ont pas fait connaître leur situation.

Fédération des ouvriers catholiques du Canada.—À l'époque où les Chevaliers du Travail exerçaient leur action dans la province de Québec, il existait dans cette province quatre unions indépendantes, une des journaliers et trois des ouvriers du cuir et de la chaussure. Jusqu'en 1902, ces quatre unions étaient représentées aux conventions annuelles du Congrès des Métiers et du Travail du Canada. Cette année-là, dans le but d'attirer les unions indépendantes sous la bannière des organisations internationales, le Congrès leur refusa le droit de représentation. Les "assemblées" des Chevaliers du Travail disparurent graduellement, mais les unions indépendantes leur survécurent. La naissance de la Mutualité du Travail du Nord en 1912, première association n'acceptant dans ses rangs que les adhérents de l'église catholique romaine, ouvrit une ère nouvelle; plusieurs des unions indépendantes alors existantes, dont le nombre s'était accru entre 1902 et 1912, se rallièrent à ce mouvement et devinrent connues, tantôt sous le nom d'unions nationales et tantôt sous le nom d'unions catholiques. En 1918, les unes et les autres se réunirent en conférence à Québec; en 1919, à Trois-Rivières et à Chicoutimi en 1920; à cette dernière conférence 120 unions avaient envoyé 225 délégués; il y fut décidé de créer un rouage central permanent pour la coordination des unités dispersées. L'année suivante, à la conférence de Hull, à laquelle assistaient environ 200 délégués représentant 89 unions, on approuva la nouvelle constitution qui entra en vigueur le premier janvier 1922; la Fédération des ouvriers catholiques du Canada était née. Il existait, en 1926, 104 unions nationales et catholiques, ayant toutes ensemble 25,000 membres.

"One Big Union".—Mécontents de la politique, à leur dire réactionnaire, du Congrès des Métiers et du Travail du Canada, un certain nombre de délégués des groupements ouvriers de l'ouest canadien qui assistaient à la convention de Québec, en 1918, s'efforcèrent d'exercer une pression sur le Congrès pour y faire prévaloir leurs vues. Quelques mois plus tard, la Fédération du Travail de la Colombie Britannique invitait les délégués de ces groupements à se réunir immédiatement après la convention annuelle de cette fédération, laquelle, pour la première fois, devait avoir lieu dans la cité de Calgary, c'est-à-dire en dehors de la province où s'exerçait sa juridiction. Cette conférence eut lieu le 13 mars 1919; 239 délégués y étaient présents; le résultat de ses travaux fut la formation d'un syndicat politico-ouvrier qui prit le nom de "One Big Union". Le 11 juin suivant, les dirigeants de cette nouvelle association se réunissaient de nouveau à Calgary pour mettre au point son organisation, laquelle groupait 41,150 membres à la fin de 1919. Dès ses débuts, O.B.U. fut vigoureusement combattue par les anciennes unions ouvrières constituant le Congrès des Métiers et du Travail du Canada qui ne veut pas substituer l'unionisme industriel au système des unions de métiers. Selon les informations données par le secrétaire général de l'O.B.U., cette dernière comptait à la fin de 1927 57 filiales, dont une aux États-Unis, et quatre conseils centraux du Travail (des